



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

CHAUMONT, le 29 mars 2024

Nos réf. : SHM/ED/MI n° 24-147

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SULO FRANCE SAS

Z.I. Les Franchises
52200 LANGRES

Code AIOT : 0005701331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 février 2024 dans l'établissement SULO FRANCE SAS implanté Z.I. Les Franchises, 52200 LANGRES. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2024 relative aux rétentions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SULO FRANCE SAS
- Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SULO est spécialisée dans la production de contenants en plastique pour un usage de pré-collecte des déchets (ménagers ou autres).

Le site est localisé en bordure de la Zone Industrielle "Les Franchises" (territoire de la commune de LANGRES), sur une superficie couverte d'environ 24 000 m².

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 – Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
5	Bassin de confinement des eaux incendie - Modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie - Caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les stockages de liquide susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols étaient associés à une rétention compatible en capacité et en bon état.

De plus, l'exploitant a fourni des éléments indiquant que l'installation dispose de mesures de confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Toutefois, il n'a pas fourni le justificatif de vérification par une société du système d'obturation avec un programme de maintenance et le justificatif relatif à la protection de l'accès à l'obturateur situé dans le parking du site.

Cette visite a également permis de mettre en avant des non-conformités relatives à la situation administrative de l'installation par la modification de la nature et du volume de certaines activités. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance des services compétents.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète que ces non-conformités fassent l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007 modifié
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques applicables
Constats : A la date de la visite, arrêtés mettant à jour les rubriques applicables à cette installation : <ul style="list-style-type: none">- arrêté préfectoral n° 2098 du 20 juillet 2007- arrêté préfectoral complémentaire n° 2061 du 20 juillet 2015, portant prescriptions complémentaires.

L'exploitant a transmis le tableau des rubriques applicables à l'installation SULO par courriel du 27 février 2024.

Il apparaît que certaines rubriques ont été modifiées par rapport aux rubriques définies dans les arrêtés préfectoraux listés au-dessus et n'ont pas fait l'objet d'une déclaration auprès des services compétents :

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Nature et volume des activités <u>modifiées</u>	Classement
2661-1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Transformation de matières plastiques par injection Capacité : 110 t/jour (AP du 20/07/2007)	Non modifié	A
2663-2	« Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³	Stockage d'environ 645 t de produits finis ou semi-finis, soit un volume de stockage d'environ 4 800 m ³ (AP du 20/07/2007)	Stockage de produits finis ou semi-finis Quantité maximale stockée : 21 083 m ³ Dont : zone 1 : 965 m ³ zone 3 : 12 786 m ³ zone 5 : 5 182 m ³ zone 6 : 2 150 m ³	Passe de D à E
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 : Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	Non soumis Rubrique créée par le Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 et modifiée par le Décret n°2018-458 du 6 juin 2018	Stockage de matières premières recyclées Volume : 1 218 m ³ dont 358 m ³ (silos intérieurs) et 860 m ³ (big bag)	E
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Exploitation de 4 tours aéroréfrigérantes installées sur un même circuit. La puissance thermique évacuée maximale est estimée à 5 850 kW. (AP du 20/07/2007 et APC du 20/07/2015)	Non modifié	E

1185-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Non présente dans l'AP	Quantité de fluides frigorigènes supérieure à 300 kg	DC
2661-2	<p>Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>Broyage de plastique</p> <p>Capacité : 110 t/jour</p> <p>(AP du 20/07/2007)</p>	<p>Broyage de plastique</p> <p>Capacité : 16 t/jour</p>	Passe de E à D
2662-1	<p>« Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Stockage de matières premières</p> <p>Volume : 1 142 m³</p> <p>(dont 970 m³ en silos extérieurs)</p> <p>(AP du 20/07/2007)</p>	<p>Stockage de matières premières</p> <p>Volume : 970 m³</p> <p>uniquement en silos extérieurs</p>	Passe de A à D
1532-2	<p>« Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m³</p>	Non présente dans l'AP	<p>910 m³</p> <p>Bois de conditionnement de produits finis stocké en extérieur : 750 m³ maximum</p> <p>Bois stocké en extérieur dans la partie déchetterie du site : 160 m³ maximum</p>	NC
2560	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW</p>	<p>La puissance installée pour l'ensemble du matériel est de 100 kW</p> <p>(AP du 20/07/2007)</p>	<p>1 atelier mécanique</p> <p>puissance totale de 100 kW</p>	Passe de D à NC

2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 . 4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l.	Bain de traitement par électroérosion d'un volume de 680 litres (AP du 20/07/2007)	Équipement supprimé	Passe de DC à NC
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques : la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	(AP du 20/07/2007)	Rubrique supprimée par l'annexe I du Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 et modifiée précédemment par les Décret n° 2006-678 du 8 juin 2006 et n° 2010-1700 du 30 décembre 2010	Passe de A à NC
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène) 2. Pour les autres installations : inférieure à 6 t	Non présente dans l'AP	GPL : cuve aérienne de 2 t	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t	Non présente dans l'AP	700 l de diesel (dédiée aux moteurs assurant le fonctionnement du sprinklage) soit 540 kg au total	NC

Par conséquent, l'exploitant doit transmettre un porter-à-connaissance relatif à ces modifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduares. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les stockages de produit liquide du site sont associés à une rétention. Ces stockages sont constitués de récipients mobiles de capacité inférieure à 250 litres. La capacité de ces rétentions est au moins de 20 % de la capacité totale des récipients. Une grande partie des stockages est localisée dans les bâtiments pour l'usage lors du process. Une petite partie est stockée dans des armoires en extérieur. La visite a également permis de rappeler à l'exploitant de s'assurer de l'étiquetage de tous les récipients et de veiller au bon positionnement des récipients sur les rétentions afin que le liquide de ces récipients soit dirigé dans les rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les rétentions disposent d'une grille de protection et ne comportent pas d'objets divers dans la rétention. Les rétentions situées en extérieur sont implantées dans des armoires fermées ne permettant pas à l'eau pluviale de stagner.</p> <p>Les rétentions ne sont pas dégradées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - Caractéristiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none"> — est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; — est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de produits soumis aux rubriques définies à l'article 26, y compris aux substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 et à leur quantité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - Modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie. Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe : <ul style="list-style-type: none">- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant deux heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. <ul style="list-style-type: none">- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées. Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site comprend un dispositif de confinement externe assuré par le maintien des eaux dans le réseau de canalisations d'évacuation des eaux pluviales.

Ce réseau de canalisations comporte 4 dispositifs d'obturation par le gonflement d'un ballon situé au niveau de l'orifice d'écoulement des canalisations des eaux pluviales.

Chaque obturateur dispose d'un dispositif de commande manuel situé à proximité de chaque obturateur. L'ensemble de ces commandes est centralisé au niveau du poste pompier.

Lors de la visite, il a été constaté que les bouteilles d'azote actionnant les commandes ne présentaient pas une pression optimale d'action. Par conséquent, la pression existante et contrôlée lors de la visite ne permet pas de savoir si elle est suffisante pour assurer le gonflage du ballon et le maintien de gonflage le temps nécessaire au confinement des eaux.

L'exploitant doit fournir la pression minimale d'emploi pour permettre le gonflage du ballon et le programme de maintenance afin de s'assurer en permanence de l'efficacité des commandes d'obturation.

L'accès à deux dispositifs d'obturation est situé dans l'enceinte du site clôturé et l'accès aux deux autres dispositifs d'obturation est situé à l'extérieur du site (un sur la voie publique et l'autre sur une place de parking du site).

L'exploitant doit protéger l'accès à cet obturateur par l'interdiction d'utiliser la place de stationnement et de le protéger par un dispositif.

De plus, le bâtiment principal comprend des fosses étanches en béton servant de rétentions internes pour le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

L'exploitant a transmis par courriel du 27 février 2024 le dimensionnement des rétentions des eaux d'incendie.

Le volume total de la rétention calculé est de 2 499 m³.

Le volume total de la rétention existante est de 2 560 m³. Le volume de la rétention existante comprend :

- le volume du réseau d'évacuation des eaux + le volume des fosses sous les presses = 560 m³
- le volume du bâtiment : 2 000 m³ (surface au sol/2 sur 20 cm de hauteur)

L'exploitant indique que les effluents et eaux d'extinction sont éliminés, le cas échéant, vers une filière de traitement des déchets appropriée.

L'inspection des installations classées a demandé que le problème de perte de pression des bouteilles des dispositifs d'action des obturateurs soit vérifié par une société.

A l'issue, ces dispositifs devront être vérifiés visuellement régulièrement et testés dans le cadre du programme de maintenance.

Par conséquent, l'exploitant doit fournir un justificatif de vérification par une société du système d'obturation avec un programme de maintenance et un justificatif relatif à la protection de l'accès à l'obturateur situé dans le parking du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure - demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de la Préfète, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 27 février 2024 les fiches de données de sécurité des colorants et des fluides hydrauliques. Il a également transmis un état des matières stockées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
Constats : Les consignes de sécurité sont disponibles de manière numérique via des tablettes aux différents postes du process et aux personnes référentes du site. Lors de la visite et au fur et à mesure des points de sécurité, l'exploitant a montré les différentes consignes de sécurité. Afin de s'assurer de la bonne application de ces consignes de sécurité, il est rappelé à l'exploitant du suivi des formations pour les personnels du site.
Type de suites proposées : Sans suite